

la lettre du député

4^e Circonscription • Sarrebourg • Château-Salins • Ancien canton de Grostenquin



N°23 février 2016

alain marty
député de la moselle



alain marty
député de la moselle

Éditorial

Défendre nos valeurs

L'année 2015 restera dans nos mémoires en raison des événements de janvier et de novembre avec ces assassinats barbares et aveugles commis par des djihadistes fanatisés. Après 70 ans de paix, nous redécouvrons des actes de guerre dans nos rues.

Nos premiers sentiments vont vers les victimes et leurs familles. Devant cette attaque sanginaire, comme beaucoup, j'ai fait preuve d'unité, j'ai défendu nos valeurs, j'ai soutenu le gouvernement.

Par exemple, j'ai approuvé certaines mesures annoncées au Congrès du 16 novembre par le Président de la République, et notamment l'instauration de l'état d'urgence. J'approuve aussi la fin des diminutions d'effectifs dans nos armées.

Cela ne m'empêche pas de demeurer vigilant et même critique.

Dès le 18 novembre, j'interrogeais le gouvernement en lui demandant pourquoi nous avons attendu toutes ces victimes innocentes pour intensifier nos frappes aériennes contre l'état islamique en Irak et au Levant. Pourquoi avoir attendu toutes ces victimes pour faire des perquisitions et des arrestations ?

Nous sommes en guerre contre cet islam radical. Dès lors il faut en tirer toutes les conséquences.

Nous avons été choqués, révoltés par ces attaques. Cela doit renforcer notre détermination à nous battre pour nos valeurs et à ne pas hésiter à dire haut et fort : **Vive la France !**

Questions au Gouvernement

Mercredi 18 novembre 2015

Intervention d'Alain Marty

Député de la Moselle

M. le président. La parole est à M. Alain Marty, pour le groupe Les Républicains.

M. Alain Marty. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre. Les attentats de vendredi soir nous ont blessés, nous touchent profondément, et je pense en ce moment aux victimes, aux familles endeuillées et aux blessés qui luttent encore pour leur vie. Le nombre des victimes, jeunes pour la plupart, tombées sous les tirs de fanatiques islamistes lâches et barbares, a choqué et meurtri nos concitoyens.

Dans ma circonscription, des habitants choqués, révoltés, en colère, me demandent pourquoi nous avons attendu ces victimes innocentes pour frapper massivement l'État islamique en Syrie. Ils comprennent les frappes répétées sur Raqqa ces derniers jours ; mais pourquoi ne pas avoir commencé plus tôt ?

Dans ma circonscription, des habitants choqués, révoltés, en colère, me demandent, après le discours du Président de la République annonçant au Congrès que les forces de l'ordre avaient mené dimanche 168 perquisitions et 23 interpellations, pourquoi avoir attendu qu'il y ait des victimes innocentes. Pourquoi ne pas avoir agi plus tôt ?

Il n'y a pas de polémique dans mes propos : l'heure n'est pas à la polémique. Mais il est de mon devoir de vous transmettre les interrogations légitimes de concitoyens effondrés et choqués qui ont conscience que ces attentats odieux pouvaient toucher des amis, des parents, des proches de passage ou qui vivent à Paris. Je vous remercie de bien vouloir leur répondre. (Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains.)



alain marty
député de la moselle

Abandon de la ruralité

Le vendredi 12 février, le Ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve, est venu à Château-Salins pour inaugurer la maison de l'État, à la place de l'ancienne sous-préfecture.

J'ai participé à cette inauguration par courtoisie républicaine. J'ai cru de mon devoir d'accueillir le Ministre de l'Intérieur dès lors qu'il vient en visite sur ma circonscription.

De plus, Bernard Cazeneuve est un Ministre régalien, dans les périodes difficiles que nous traversons, il me semble utile de montrer aussi une volonté commune pour lutter contre le terrorisme.

Au-delà de cette attitude, j'exprime mes regrets.

Des regrets

J'ai critiqué en son temps, la démarche lancée par le Préfet de Région sur les départements de l'Alsace et de la Moselle pour réduire le nombre de sous-préfectures.

L'exercice s'est fait sans réelle concertation et les conséquences pour nos territoires jamais vraiment analysées.

En Moselle, trois Sous-préfectures ont été supprimées : Metz-Campagne, Boulay et Château-Salins. À chaque fois, le désengagement de l'État porte sur les territoires ruraux.

La fusion des arrondissements de Château-Salins et Sarrebourg en une seule sous-préfecture a été compensée par la création d'une maison de l'État. Cette initiative est louable mais le niveau des services rendus est bien inférieur à celui de l'ancienne sous-préfecture.

D'ailleurs, cette visite d'un Ministre n'a pas connu le succès attendu, beaucoup d'élus locaux ont fait le choix de ne pas être présents. Il était difficile au Ministre d'expliquer que la création de la maison de l'État était une avancée.

Et demain

Bernard Cazeneuve a rendu hommage aux fonctionnaires de l'État et aux élus engagés

au service de nos territoires. Je m'associe à ces propos, mais quelle sera demain l'action du gouvernement, pour bien montrer qu'il respecte, soutient, accompagne la ruralité dans son développement ?

J'attire ici l'attention des habitants et des élus sur les risques de fermeture des perceptions d'Albestroff et de Fénétrange.

Je suis aussi inquiet sur les informations qui prônent la fermeture des brigades de gendarmerie en milieu rural pour regrouper les effectifs sur Château-Salins et Sarrebourg. La force de la gendarmerie, son action de proximité, dépendaient de ses implantations dans les territoires ruraux. On le voit bien, la ruralité est souvent une priorité exprimée dans les discours mais oubliée dans les actions.

Nous devons ensemble, nous battre pour défendre nos valeurs et nos territoires, pour défendre l'identité de nos communes. Là en-

core, la tentation est grande de vouloir supprimer les petites communes. Cette attitude de technocrate ne comprend pas la réalité.

Il faut préserver les communes, même les petites. Les élus sont à l'écoute et proches des habitants, nos communes, même les petites, ont un cadre de vie agréable et préservé.

Alors que beaucoup se sentent perdus dans un monde qui évolue très vite, l'attachement à nos racines, à nos villages, à nos traditions, nous permet d'aller de l'avant dans un cadre serein.

Alors soyons ensemble vigilants pour défendre les services, y compris ceux de l'État dans nos territoires.

Ma différence

Après les élections régionales de décembre, on a entendu quelques voix en faveur d'un front républicain pour faire face à la montée des votes extrêmes.

Je ne partage pas cette analyse. Pour moi, le gouvernement socialiste a sa part de responsabilité dans la montée de l'extrême droite. De plus, je suis fortement opposé à l'action du gouvernement.

Le bilan du gouvernement est désastreux

- Montée du chômage qui détruit durablement notre société
- Matraquage fiscal des ménages et des entreprises sans que les effets escomptés soient au rendez-vous. Souvenez-vous François Hollande promettait un équilibre budgétaire en 2017. En 2016, le déficit budgétaire sera autour de 70 milliards d'euros.
- Baisse de la compétitivité de notre économie
- Atteintes à la politique familiale notamment au niveau des classes moyennes
- Laxisme de la justice

- Développement de l'assistanat
- Réformes de société qui ont divisé les français comme le mariage pour tous.

J'ai écouté avec attention l'allocution du Président de la République lors des vœux.

J'ai appris que nous allions mettre en œuvre un nouveau plan pour lutter contre le chômage. Il sera malheureusement sans effet sur l'emploi.

Chaque année nous formons 650 000 demandeurs d'emploi (Pôle Emploi, Conseils Régionaux, organismes de formation). François Hollande annonce 500 000 personnes de plus en formation. Cela est impensable, sauf à faire passer ces demandeurs d'emploi en catégorie D et les sortir des statistiques du chômage.

C'est certes une façon d'améliorer les statistiques mais ce n'est pas créer des emplois. Cette ficelle est assez cynique et révoltante.

La promesse de subventions pour créer des emplois dans les PME sera sans effet. Il faudrait mieux libérer les contraintes sur les entreprises (code du travail, temps de travail, flexibilité, attractivité de nos entreprises par rapport aux pays voisins).

Une autre proposition est assez navrante. Le Président de la République redécouvre l'apprentissage dont il veut faire une priorité. Mais depuis 2012, son gouvernement a réduit, au fil des ans, les crédits de la formation professionnelle au profit d'emplois aidés. Or, l'apprentissage est bien une opportunité pour accéder à un emploi.

Enfin, sur de nombreux sujets, le gouvernement est dans la communication, et non dans l'action.

Autour de nous, nos voisins agissent avec des résultats sur l'emploi, des résultats meilleurs sur le chômage, des résultats au niveau de la balance commerciale ou sur le recul des déficits.

Ces pays ont su faire les réformes structurelles que le gouvernement socialiste n'ose pas aborder.

Le nouveau remaniement du gouvernement est la dernière preuve de l'inaction. En effet, la manœuvre est essentiellement politicienne, remercier quelques amis, débaucher quelques élus écologistes pour éviter une candidature des Verts en 2017.

François Hollande avait promis un gouvernement réduit, encore une promesse non tenue. Une fois de plus !

On ne sent pas, après ce remaniement, une volonté ferme d'agir. Encore 15 mois de perdus pour la France.

Il faudra, dès 2017, mettre en œuvre ces réformes structurelles pour rattraper notre retard et remettre notre pays sur le chemin de la croissance.



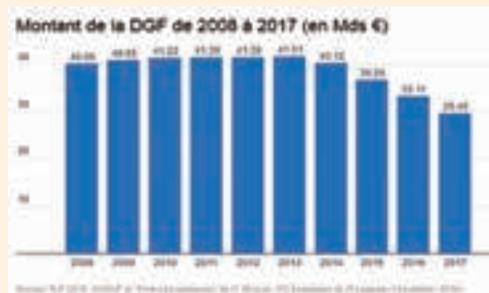
Les finances communales en danger

Chaque habitant souhaite que sa commune s'embellisse, qu'elle rende des services, qu'elle entretienne ses équipements.

Vous devez savoir que cela devient de plus en plus difficile en raison d'une baisse des dotations de l'État colossale.

1) Baisse des dotations de l'État d'une ampleur sans précédent.

En 2012, les collectivités locales ont été confrontées au gel des concours de l'État. Puis en 2014, nous avons eu une baisse de 1,5 milliards d'euros. A compter de 2015, cette baisse est de 3,67 milliards par an jusqu'à 2017.



Cette baisse est contraire aux engagements de François Hollande qui, dans sa proposition n°54 prévoyait de maintenir les dotations de l'État au niveau actuel (niveau 2011) sur tout

Poids des administrations publiques dans le total			
	Part dans le total de la dépense publique	Part dans le total de la dette publique	Part dans l'effort de redressement des comptes publics
État et organismes divers d'administration centrale	32,60 %	80,10 %	3,40 % (-0,8 milliard d'€)
Administration de sécurité sociale	46,80 %	10,70 %	43 % (-10 milliards d'€)
Administrations publiques locales	20,60 %	9,20 %	53,6 % (-12,5 milliards d'€)

Source : RESF, PLF 2016

le quinquennat. Promesse vite brisée. L'argument du gouvernement a été de dire que l'effort demandé aux collectivités territoriales était proportionnel à celui de l'État. Or, il n'en est rien, comme le montre l'effort des administrations publiques locales dans le redressement des comptes publics (- 12,5 milliards d'€) par rapport à celui de l'État (- 800 millions d'€).

2) Transferts de charges

Les relations financières entre l'État et les collectivités sont lourdement touchées par les charges transférées. Le plus significatif relève des normes techniques à mettre en œuvre ou les aspects financiers liés à la fonction publique territoriale.

Il existe aussi des transferts déguisés. La ville de Sarrebourg délivre les passeports biométriques. Le coût n'est que partiellement compensé par l'État.

L'accessibilité des lieux publics se traduit par des travaux importants à la charge des collectivités.

Enfin, la réforme des rythmes scolaires s'est traduite par des dépenses supplémentaires. Sur le plan national, on évalue cette réforme à 1 milliard d'euros avec un fonds de soutien de l'État de seulement 400 millions d'euros.

3) Une conséquence des baisses de dotation de l'État est la chute de l'investissement au niveau du bloc communal

Selon l'observatoire des finances locales, l'investissement, c'est-à-dire les travaux, a fortement baissé en 2015. Il est en diminution de 12,9 % pour le bloc communal.

Les dépenses d'investissement des communes étaient de 25,3 milliards en 2007, elles sont de 22,1 milliards en 2014.

En même temps, les Conseils Départementaux, soumis aux mêmes contraintes, ont du mal à faire face aux dépenses sociales. De ce fait, les subventions versées aux communes sont en forte baisse : 8,2 % en 2015, pour être encore plus marquée en 2016. Cette baisse touche aussi les finances communales.

L'association des maires de France estime que l'investissement baissera de 25 % d'ici à 2017 au sein du bloc communal se traduisant par la perte de 60 000 emplois.

4) La baisse des dotations se traduira par une hausse de la fiscalité locale

Cette affirmation ressort du rapport de l'observatoire français des finances locales. Malgré une volonté de ne pas augmenter la fiscalité locale, malgré les efforts faits pour réduire les coûts de gestion, de nombreuses communes seront contraintes d'augmenter les impôts pour compenser partiellement les transferts de charges et les baisses de dotations.

Cette stratégie de l'État aura été de plus, sans effet sur la réduction de la dette. En 2014, le déficit était de 3,9 points du PIB. Il sera entre 3,17 et 3,18 en 2015.

L'État s'exonère des efforts nécessaires mais il n'a pas hésité à mettre à mal les finances communales.



Je soutiens François Fillon

Le bilan désastreux de François Hollande le discrédite pour un nouveau quinquennat en 2017. Que de temps perdu pour la France.

Je ne souhaite pas non plus l'aventure hasardeuse que nous propose l'extrême droite.

De ce fait, la responsabilité de la droite et du centre est lourde. Pour choisir notre candidat, "Les républicains" ont fait le choix de primaires ouvertes qui se dérouleront en novembre 2016.

Primaires ouvertes, cela signifie que toutes celles et ceux qui partagent nos idées pourront participer à ce choix du candidat. Il n'est pas réservé aux seuls adhérents des Républicains.

J'ai choisi de soutenir la candidature de François Fillon. Tout d'abord j'ai une profonde estime pour l'homme. Nous partageons des influences communes car dans son livre "Faire" il mentionne parmi les personnalités qui l'ont influencé Philippe Seguin, Joël Le Theule et Pierre Messmer.

Il sait être à l'écoute et c'est un homme qui respecte ses engagements. C'est un homme politique qui se détermine en fonction de

convictions et qui ne suit pas la volatilité des sondages pour plaire à l'opinion.

Au-delà de l'homme j'ai fait le choix de soutenir François Fillon car il est porteur d'un projet politique pour redresser notre pays.

Autour de lui, des équipes, des experts travaillent depuis plusieurs mois.

Il ne s'agit pas seulement d'accéder à la Présidence de la République, il s'agit de faire, agir, pour redonner aux français la fierté de leur pays et redonner à la France son rang dans le concert des nations.

Il ne s'agit pas ici de développer tout le projet de François Fillon. Il est bien expliqué dans son livre "Faire". Je souhaite seulement présenter quelques points en rupture avec le laxisme socialiste.

Améliorer la compétitivité

- Liberté accordée aux salariés et aux entreprises pour se mettre d'accord sur la durée du travail
- Baisse des charges des entreprises en augmentant la TVA
- Simplification du code du travail
- Contrat de travail unique pour faciliter l'embauche et le maintien dans l'emploi

- Suppression de l'impôt sur la fortune pour faire revenir l'investissement créateur de nouveaux emplois

Réduire la dette

- Baisse importante de la dépense publique pour réduire la dette et amorcer la baisse des impôts
- Temps de travail des fonctionnaires fixe à 39h
- Harmonisation des régimes de retraite et report de l'âge légal à 65 ans
- Remplacement des différentes aides sociales par une prestation unique adaptée à la situation de chacun

Pour l'emploi des jeunes

- Pour donner un espoir aux deux millions de jeunes sans emploi ni formation faisons de l'alternance la principale voie d'accès à l'emploi des jeunes
- Réorienter les 1,4 milliards d'euros des emplois aidés vers l'alternance
- Aligner les conditions de sécurité et les restrictions pesant sur les jeunes en alternance sur celles exigées pour les salariés
- Garantir jusqu'à 18 ans l'accès à une formation

Comme moi, engagez-vous pour François Fillon

- Pour relayer son programme pour la France auprès des français
- Pour mobiliser les français sur son projet en votant les 20 et 27 novembre prochains
- Pour soutenir sa campagne

Rejoignez-nous sur www.fillon2017.fr



Rejoignez les Républicains

Le bilan de François Hollande est désastreux pour la France, il est souhaitable qu'il ne fasse pas un nouveau mandat.

Le choix de l'extrême droite serait tout aussi désastreux, le programme économique de cette formation nous conduirait à la catastrophe.

La responsabilité de la droite et du centre est donc considérable. Nous devons choisir cette année celui ou celle qui sera notre candidat.

Au-delà du choix de personne, il importe de choisir un projet pour la France, capable de redonner confiance aux français en redonnant à notre pays sa place sur la scène européenne et internationale.

Plus que jamais, le choix de ce projet dépend de vous et de votre engagement.

Ne soyez pas spectateur, mais des acteurs du renouveau.

Adhérez aux Républicains.

**POUR CELLES ET CEUX QUI VEULENT REJOINDRE
LES RÉPUBLICAINS,
REMP LISSEZ LE BULLETIN CI-APRÈS**



Bulletin d'adhésion aux Républicains

Nom :

Prénom :

Date de naissance :

Adresse :

.....

Fixe :

Portable :

E-mail :

*Bulletin à retourner
accompagné
d'un chèque à l'ordre
de l'ANFR
à la Permanence
"Les Républicains"
16, rue de la Gare
57400 Sarrebourg*

Je choisis le montant de ma cotisation en fonction de ma situation

30 € pour une adhésion simple

40 € pour une adhésion par couple

15 € pour les moins de 30 ans, les étudiants et les demandeurs d'emploi

